

## « George Floyd a été tué par le commissariat de police de mon quartier »

C'est le titre d'un témoignage poignant et fort d'une riveraine (blanche) de Minneapolis. Elle y décrit l'attitude des policiers de ce commissariat, auxquels elle a eu à faire pour des questions de drogue devant sa maison et qui lui ont fait comprendre qu'elle habitait dans « le mauvais quartier » (i.e. avec une population mélangée et populaire). « La vie a été drainée hors du visage de George en temps réel », et les policiers « sont partis comme s'ils parlaient de Burger King après déjeuner ». Racisme et mépris de classe, dit cette habitante. « Ces hommes ne sont pas une anomalie ».

Le Mississippi qui coule majestueux sous les ponts de Minneapolis et a fait sa grandeur de cité industrielle avec ses moulins réputés ne suffira pas pour effacer le sang versé et éteindre l'incendie.

<https://blog.usejournal.com/george-floyd-was-killed-by-my-police-precinct-62647237d5dd>

L'association *Jewish Voice for Peace* soutient la lutte pour la justice avec sa belle affiche.



Une lettre ouverte internationale en ligne contre le racisme et la brutalité policière est en cours de signature et sera publiée dans les grands journaux et sites d'information états-uniens quand ses initiateurs auront récolté un nombre significatif de signatures de plusieurs pays du monde. Le 2 juin, le compteur n'était pas loin du million : 914.066 signatures.

[https://secure.avaaz.org/campaign/en/george\\_floyd\\_loc/?fRURqnb](https://secure.avaaz.org/campaign/en/george_floyd_loc/?fRURqnb)

## Grèce

### L'université en prison : la fin heureuse de l'histoire

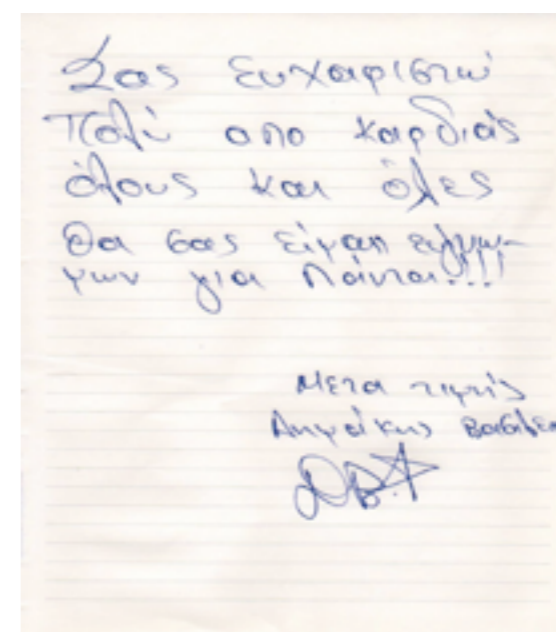
Le prisonnier étudiant en sciences politiques de l'Université d'Athènes pourra enfin retrouver ses « chères études », après un parcours du combattant et une grève de la faim. Nous avons suivi son combat dans nos *Fenêtres* n°6 et n°7. Nous l'avons laissé en suspens, transféré comme il le demandait dans la prison de Korydallos, d'où il n'aurait jamais dû partir. Son transfert en province était en fait une sanction pour avoir protesté contre le manque de protection des prisonniers face à la pandémie. De retour à Korydallos, il ne pouvait pas reprendre ses études et était isolé, malgré le fait qu'il n'avait pas été contaminé par la COVID19.

Le 28 mai, c'est enfin le grand jour : Vassilis Dimakis retrouve sa cellule habituelle, car l'administration pénitentiaire a reconnu qu'il n'y avait aucune raison de le maintenir « comme en quarantaine », puisqu'il n'était ni malade, ni contagieux. La seule raison du cafouillage qui a permis encore une fois de douter de la possibilité de faire des études universitaires en prison, c'était que la Secrétaire d'État en charge de l'anti-criminalité avait donné des ordres d'isoler le prisonnier. Elle n'a pas reconnu son erreur, mais c'est le résultat qui compte. L'avocat de Dimakis a annoncé, heureux, à la presse : « Vassilis a enfin bu un verre d'eau dans sa cellule », comme s'il voulait avec cet acte symbolique signifier son retour à la vie.

Les autres prisonniers ont accueilli Dimakis avec des manifestations de joie. Ses condisciples et enseignants, qui s'étaient mobilisés pour le défendre, sont aussi heureux de pouvoir poursuivre avec lui, même si c'est à distance. Les responsables de l'enseignement en milieu carcéral parlent d'une victoire de la démocratie, de la sagesse et, surtout, de l'éducation en prison. La presse publie le petit mot que Dimakis a écrit pour remercier les milliers de personnes qui l'ont aidé.

Vos traducteurs automatiques en ligne pourront enfin avoir le sourire !

[https://www.efsyn.gr/ellada/dikaiosyni/245367\\_epiteloys-ipie-nero-sto-keli-toy](https://www.efsyn.gr/ellada/dikaiosyni/245367_epiteloys-ipie-nero-sto-keli-toy)



### Ministère, universités, enseignants et, au bout, les étudiants : pourquoi est-ce si difficile d'organiser correctement les examens de fin d'année ?

Qui doit donner des instructions pour que les étudiants puissent valider leur année en passant leurs examens ? Le ministère ne dit rien, et cette absence de ligne directrice provoque un grand désordre dont les victimes sont en grande partie les étudiants, qui sont doublement pénalisés, car les cours ont été interrompus pour cause de COVID19 et ont continué (ou non) en mode virtuel.

Le ministère étant aux abonnés absents, les Prytanes (titre des Présidents des universités grecques) se retournent vers... les enseignants. La presse parle de « transformation des universités en tour de Babel », où chacun parle une langue différente. De plus, quand certaines universités ou départements comptent commencer la période des examens début juin, le calendrier des épreuves n'est pas encore connu le 26 mai.

Les étudiants souhaitent partout des examens en présentiel, avec les mesures de sécurité correspondantes. Si ce n'est pas possible, ou si certains étudiants ne peuvent pas être présents, la demande, somme toute assez logique, est la validation de l'année suite à un devoir par discipline.

Par endroits, comme dans la Faculté de philosophie de l'Université d'Athènes, les négociations ont bien abouti à la satisfaction de cette demande. Mais ailleurs on trouve tous les cas de figure possibles, notamment des variantes d'examens en ligne, sans garantie de bonne connexion ou d'égalité de traitement, et sans sécurité pour les données personnelles des étudiants.

Certains établissements (ou enseignants isolés) ont demandé à leurs étudiants de signer une « décharge », seule condition pour organiser des examens en présentiel. Cela faisait porter la responsabilité individuellement à chaque étudiant. Un chantage qui se résumait à « soit vous perdez votre semestre, soit vous mettez en danger votre santé et celle de votre famille ». Comme c'est complètement illégal, les étudiants se sont plaints et la mesure n'a pas été appliquée.

La situation la plus inquiétante est celle des étudiants de dernière année, qui espéraient enfin obtenir leur diplôme, ainsi que des disciplines expérimentales où le « virtuel » n'est pas possible. Pour les étudiants en médecine c'est encore pire : en ORL, quand ils se sont présentés à leur examen à la clinique universitaire, on ne leur a même pas donné des équipements de protection !

Universités, enseignants et étudiants s'accordent à dire que la responsabilité incombe au ministère. C'est sa défaillance qui rend la situation confuse et compromet une promotion d'étudiants déjà éprouvée par la crise de la COVID19 et dont l'avenir professionnel s'annonce incertain.

[https://www.efsyn.gr/ellada/ekpaideysi/245009\\_mpahalo-me-ta-mathimata-kai-tin-exetastiki-sta-panepistimia](https://www.efsyn.gr/ellada/ekpaideysi/245009_mpahalo-me-ta-mathimata-kai-tin-exetastiki-sta-panepistimia)

## Italie

### Les précaires de l'ESR écrivent à leur ministre :

**« le décret relance ne suffit pas, c'est toute l'université qui doit changer »**

Un collectif appelé *piattaforma UniCOVID2020* de différentes catégories de précaires (doctorants, post-doctorants, CDD, *assegniste di ricerca* [chercheurs précaires rémunérés sur bourses]), qui, comme ils l'indiquent d'emblée, n'ont jamais interrompu leur travail scientifique ou leurs enseignements pendant le confinement même dans l'incertitude la plus totale quant à leur rémunération, parfois même en travaillant bénévolement, sont maintenant à bout et veulent faire entendre leurs propositions pour une juste reconnaissance de leur contribution à la recherche et à l'enseignement.

Le confinement a privé la plupart des chercheurs, y compris les précaires, d'accès aux laboratoires, terrains, archives et bibliothèques essentiels pour leur travail. Les précaires pensent pourtant que la COVID19 n'a fait que « lever le voile » sur leur condition intolérable, surtout quand la recherche scientifique est mise en valeur dans le discours public et politique. Selon leur calcul, 70.000 personnes sont concernées, mais 90% d'entre elles seront exclues du système à terme, malgré leur investissement professionnel. C'est pourquoi ils veulent que le « décret relance » tienne compte d'eux.

La première mesure sera la réaffectation à l'ESR des 1,5 milliards d'€ pour les 3 ans à venir, qui devaient être accordés depuis décembre dernier mais ne l'ont pas été. C'est certes un premier pas, mais le désinvestissement public est tel qu'il ne sera pas couvert. Les précaires pointent surtout le manque d'argent pour les postes : il faut remplacer les 16.000 postes perdus depuis 2010 et les 12.000 départs à la retraite dans les 5 ans à venir.



Sans surprise, les précaires soulignent les inégalités qui, si elles sont déjà présentes pour les titulaires, prennent des dimensions plus dramatiques chez eux, en premier lieu les inégalités de genre, exacerbées pendant la pandémie. Ils s'inquiètent aussi, comme en France, de la prolongation ou du renouvellement des contrats, et de la situation juridique ambiguë de plusieurs d'entre eux qui rend difficile l'accès aux aides sociales post-pandémiques. Le décret prévoit l'extension du cumul maximum de contrats précaires, qui pourra aller jusqu'à 13 ans mais sans certitude de stabilisation à la fin de cette longue période.

La lettre revendique de profonds changements pour l'ESR italien, mais aussi, sur le court terme, des mesures urgentes. Le précaire académique est certes endémique en Italie, mais la pandémie met en difficulté trop de personnes et demande des fonds d'aides spéciaux, qui ne pourront pas être détournés pour d'autres besoins, s'ils sont destinés aux précaires : il faut que le ministre s'engage.

Les précaires insistent aussi sur le besoin de renforcer leurs droits et leur protection sociale : congés maternité et paternité, garantie d'indemnisation entre deux périodes travaillées, protection des femmes précaires contre les violences et places pour elles dans les refuges etc. Les inégalités entre établissements du nord et du sud doivent cesser, avec une juste répartition du Fonds de financement ordinaire selon les besoins, et non selon « l'excellence ».

Pour les doctorants, il faut une prolongation d'au moins trois mois (et non deux comme il est prévu dans le décret) non seulement pour les 60% qui sont en fin de thèse, mais pour tous ceux dont la pandémie a retardé les travaux et qui ont eu des difficultés de suivre les cours. Et pour ceux qui n'ont pas encore commencé, il faut une extension de l'examen des demandes de contrats doctoraux, terminé officiellement le 8 mai.

Toutes ces mesures nécessaires et urgentes ne pourront pas être ignorées par le gouvernement.

Travailler « bénévolement » ne doit pas être accepté sous prétexte de remédier à la crise.

<https://ilmanifesto.it/il-decreto-rilancio-non-basta-tutta-luniversita-deve-cambiare-lettera-aperta-al-ministro-manfredi/>

## Nouvelle-Zélande

**« La massacre des précaires à l'Université Massey nous concerne tous »**

Un communiqué de la TEU (*Tertiary Education Union*), notre syndicat néozélandais partenaire à l'IE, publié le 28 mai, dénonce la décision de l'Université Massey de supprimer toute dépense consacrée aux précaires pour le reste de l'année 2020 dans la faculté des sciences. La *Business School* de la même université a, quant à elle, décidé de réduire ces dépenses de 50%. L'université en question repose en grande partie sur le travail de ses précaires. Cette mesure sera dévastatrice pour les catégories les plus vulnérables, Maori et Pasifika, et pour ceux qui ont des familles à nourrir. Les étudiants seront hautement pénalisés.

La TEU souligne que l'austérité n'est pas nouvelle, mais elle est aggravée par la crise de la COVID19. Le système s'est servi pendant longtemps des étudiants, notamment internationaux, comme des vaches à lait. Mais maintenant ils ne seront plus là et Massey perd une très importante partie de son budget. Les précaires en paieront les frais. Cependant, selon la TEU, les titulaires seront aussi victimes de ce système car qui fera le travail quand les précaires seront licenciés ? Cela reposera sur les titulaires qui travailleront plus et avec plus de stress, au point de craindre la rupture. Le système public d'une ESR de qualité se trouve sérieusement érodé.

Le gouvernement néo-zélandais a clairement dit que les établissements de l'ESR, comme tout autre employeur du pays, doivent prendre soin de leurs personnels. Mais des établissements comme l'université Massey n'en ont cure. La TEU appelle à un sursaut national pour affronter les effets de la COVID19.

Mais pour ce faire, les établissements doivent jouer le jeu. Rien n'est moins sûr, car ils sont autonomes et largement autofinancés, comme en Australie (cf. *Fenêtre* n°8). C'est le rapport des forces qui les y conduira.

<https://teu.ac.nz/news/masseys-massacre-of-casuals-will-impact-on-all>



## Philippines

### Exigeons des règles strictes et uniformes pour la réouverture des universités

L'*Alliance of Concerned Teachers* (ACT), notre syndicat partenaire à l'IE, dont nous avons relaté les actions (et les déboires avec le gouvernement autoritaire de Rodrigo Duterte) dans nos *Fenêtres* n°1 et 2, se heurte à des instructions contradictoires du gouvernement sur la réouverture des universités publiques, qui mettent les personnels et les étudiants en danger. L'ACT fustige ces volte-face qui créent la confusion et le stress psychologique. Elle demande que tous les établissements agissent de concert pour mettre en place les mesures de sécurité et fournir les équipements de protection, s'il faut rouvrir en « physique ».

Le ministère ne peut ignorer le haut risque d'une telle réouverture : c'est pourquoi il faut un programme de tests massifs et gratuits s'il adopte cette solution.

Si les cours en ligne sont une alternative, l'ACT, tout en reconnaissant que c'est plus sécurisant, souligne les problèmes d'équipement et de connexion pour les personnels et les étudiants : c'est au gouvernement de fournir aux intéressés une solution globale.



L'ACT exige aussi que l'infrastructure informatique soit gratuite et garantie pour tous. « Les plans d'apprentissage "flexible" seront un échec et aboutiront à l'exclusion massive et à l'augmentation des inégalités sociales déjà existantes, si la question de l'accès n'est pas résolue ». Le syndicat revendique aussi une indemnisation pour éviter que les personnels et étudiants qui télé-travaillent paient de leur poche l'équipement et la connexion.

Cette exigence est partagée par le président d'une université de Manille, qui demande au gouvernement la gratuité comme remède à la fracture numérique. Il est aussi conscient de la situation financière des étudiants, des familles et même des enseignants : beaucoup ne pourront pas supporter le coût.

Les Philippines sont l'un des pays du monde où la population utilise le plus les réseaux sociaux. Le gouvernement aussi... pour réprimer les militants des droits humains et les syndicalistes, comme nous n'avait expliqué la journaliste militante Maria Ressa lors du 8e Congrès mondial de l'IE en juillet 2019 à Bangkok (cf. *BRS* n°508). Mais peu d'investissements ont été faits pour des ressources pédagogiques en ligne ou pour des sites spécialisés avec des contenus universitaires. De plus, les Philippines se connectent à internet très majoritairement via leur smartphone (173,2 millions de smartphones pour 108,8 millions d'habitants !), et n'ont pas d'ordinateur. L'accès à internet est aussi très inégalitaire : seulement 67% de la population ont une connexion.

Les syndicats étudiants déclarent que les cours en ligne ne seront pas suivis tant que le gouvernement ne peut assurer aux étudiants un accès à l'internet rapide qui leur permet de suivre. L'ACT dit la même chose pour les personnels : comment se passera l'enseignement sans infrastructure ? La réponse de Duterte n'est pas encore arrivée fin mai, tandis que des établissements sont censés continuer à fonctionner pendant le confinement qui dure encore dans ce pays.

[https://newsinfo.inquirer.net/1282014/university-president-asks-govt-make-internet-computers-free-for-poor-students-and-teachers?utm\\_medium=Social&utm\\_source=Facebook&fbclid=IwAR1DpaR1mXDNgU0NbXTOaSEdRgTHga\\_pg2TzGZ-Dojv8jJDLr6w90Ydgl2c#Echobox=1590582493](https://newsinfo.inquirer.net/1282014/university-president-asks-govt-make-internet-computers-free-for-poor-students-and-teachers?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR1DpaR1mXDNgU0NbXTOaSEdRgTHga_pg2TzGZ-Dojv8jJDLr6w90Ydgl2c#Echobox=1590582493)



## Portugal

### Interview exclusive

Ils se sont mis à trois pour nous répondre, et nous les remercions vivement. Nos collègues portugais de l'OTC (*Organização dos trabalhadores científicos*), notre partenaire à la FMTS (Fédération mondiale des travailleurs scientifiques) nous donnent des nouvelles de leur pays et de la situation de l'ESR portugais sous COVID19, mais aussi partagent avec nous leurs réflexions sur le « monde d'après ». Voici leurs noms : Frederico Carvalho, Président de l'OTC et vice-président de la FMTS, docteur en Sciences et Technologie Nucléaire (retraité) ; Mário Diniz, trésorier de l'OTC, membre de la Commission des finances de la FMTS, professeur à la Faculté de Sciences et Technologie de l'Université-Nova de Lisbonne; et Teresa Pinheiro, membre du CE de la FMTS, chercheuse permanente au Centre de Sciences et Technologies Nucléaires, Institut Supérieur Technique de l'Université de Lisbonne.

*Donnez-nous un aperçu de la situation au Portugal depuis le début de la crise COVID19 jusqu'à aujourd'hui.*

L'impact de la pandémie est énorme dans tous les secteurs d'activité. Rien ne sera à l'avenir comme avant. En tout cas pas avant quelques années. Des changements se produiront dans le travail et dans l'enseignement, entre autres activités.

Au niveau politique, ou bien il y aura un effort concerté (au niveau européen, dans notre cas) ou il ne sera pas du tout facile de rétablir le tissu socio-économique dans le moyen terme. Si un tel effort collectif et solidaire ne surgit pas, ce sera peut-être le début de la fin de l'Union Européenne. Là on peut craindre que tout soit beaucoup plus complexe et difficile à prévoir.

Les établissements d'enseignement de tous les niveaux ont fermé portes dès la mi-mars. Le secondaire a rouvert le 18 mai avec dédoublement de classes. Le préscolaire et les crèches posent beaucoup de problèmes chez l'opinion publique. Le gouvernement voudrait accélérer l'ouverture dans ces derniers pour que les parents retournent au travail.

Dans le grand Lisbonne, on assiste depuis une semaine à des éclosions d'infections dans des quartiers périphériques où un nombre important d'immigrés et autres travailleurs précaires vivent, souvent entassés, dans des logements aux conditions hygiéniques lamentables.

Quelques centaines de milliers de travailleurs et travailleuses sont au chômage et ne gagnent pas le nécessaire pour manger, Des institutions et groupes, établis ou récents, cherchent à apporter un soutien surtout alimentaire aux chômeurs et sans-abri mais aussi à un nombre considérable de travailleurs ou travailleuses qui ont été mis à pied par les patrons. Dans ces cas, les travailleurs conservent leur poste de travail, pour le moment, mais ont perdu 1/3 de leur salaire. Des 2/3 restants, la moitié est à la charge de l'État.

Beaucoup de celles ou ceux qui sont dans ces conditions vont grossir les files attente aux portes des locaux où l'on distribue des denrées alimentaires.

On doit souligner le fait que la grande majorité de la population a accueilli avec patience les importantes contraintes imposées par les autorités sanitaires et cherche à les respecter. Le respect de la règle d'or de la distanciation sociale n'est souvent pas possible, surtout dans les transports en commun. Lors du début de la phase de dé-confinement, début juin, les entreprises de transport ont été obligées de limiter le nombre de passagers à transporter. Elles n'ont toutefois pas augmenté le nombre de bus et la fréquence de passage. En conséquence, le matin et le soir il devient impossible de respecter ladite règle si on veut être à l'heure à son poste de travail. Ceci est un autre facteur, peut-être dominant, favorable à l'éclosion des infections signalées ci-dessus.

Le gouvernement organise chaque semaine une session de réflexion avec des médecins spécialistes en épidémiologie en présence aussi des autorités sanitaires, afin de faire le point des mesures prises et de celles à prendre ou à corriger. Les sessions sont toujours suivies d'une conférence de presse largement diffusée.

Les travaux de recherche ont été largement suspendus depuis la mi-mars. À présent ils sont en train d'être plus au moins repris graduellement, selon les besoins des différentes écoles et matières.

Il y a eu une certaine augmentation du financement de la recherche, mais uniquement pour les projets liés à la recherche sur Covid-19. On peut craindre que cette augmentation ne réduise le financement d'autres projets de recherche.

*Vous nous avez envoyé des informations concernant l'engagement de l'ESR portugais face à la pandémie (cf. Fenêtre n°2). Cet engagement a-t-il été spontané, venu de la base, ou initié par les autorités ? Quel était son apport ? Pensez-vous qu'il sera reconnu pour améliorer les conditions de la recherche au Portugal ?*

Au niveau académique, au début et assez rapidement, des initiatives spontanées se sont imposées majoritairement :

- Des initiatives individuelles ont pris corps dont le but authentique était la création de plus-values technologiques (surtout au niveau de la création de logiciels de reconnaissance et d'automatisation) ;
- Certaines équipes ou groupes de recherche ont voulu contribuer avec des connaissances spécifiques et de la technologie déjà installée (des équipements, matériaux, logiciels...) tout en redirigeant l'activité dans le sens des besoins du Système National de Santé (e. g. ventilateurs, tests Covid).

Plus tard, certaines de ces initiatives ont été utilisées par les institutions (toujours en peine de fonds) comme « étendard ». Les institutions ont financé en partie ces initiatives et des fonds publics spécifiquement destinés aux activités de recherche liées à la Covid-19 ont été débloqués par la Fondation pour la Science et la Technologie du Ministère de la Science.

Certaines entreprises, prises à l'étroit du confinement, ont pu soulager la situation d'étranglement financier en s'engageant dans des activités profitables, prenant avantage d'une capacité installée préexistante (par exemple : production de gel hydro-alcoolique ; fabrication textile reconvertie pour produire des combinaisons de protection ; l'industrie du moule a fabriqué des visières de protection, etc.).

L'espoir est mince que le présent effort de la communauté scientifique soit reconnu pour améliorer les conditions de la recherche au Portugal sur le moyen terme. Les groupes de plus grande dimension disposant d'une capacité instrumentale significative ont profité (et ont bien fait de profiter) du financement extraordinaire qui leur a été accordé, limité à une fenêtre temporelle assez courte. Ce financement n'est pourtant pas destiné à de nouveaux recrutements ni à maintenir ceux qui existaient. En fait la condition des précaires devient de plus en plus insoutenable.



Le Centre de Tests de la Faculté de Sciences de l'Université de Lisbonne (Ciências Ulisboa) est une infrastructure de R&D aujourd'hui entièrement dédiée à la mitigation de la COVID-19 par le dépistage du virus SARS-CoV-2 et tests immunologiques. Source: <https://ciencias.ulisboa.pt>

### *Quelle est aujourd'hui la situation des collègues, titulaires et précaires ?*

Dans les institutions d'enseignement supérieur aussi bien que dans les laboratoires publics, enseignants et chercheurs, permanents ou précaires, sont appelés à travailler à distance (télétravail) ce qui implique, normalement, un effort supplémentaire important dans l'organisation du travail et un plus grand nombre d'heures de travail.

Les précaires boursiers ont maintenu leurs contrats sans altération de dates limites ; les précaires dans d'autres situations (dit « travail à reçu vert ») ont été mis à la porte. Dans les cas où le travail de laboratoire est indispensable, on pratique un régime de décalage.

### *Étant donné notre commun engagement de longue date pour la paix et le désarmement, quel est votre point de vue sur le vocabulaire guerrier utilisé par plusieurs chefs d'États et de gouvernements pour décrire la situation face à la pandémie ?*

Il s'agit d'un discours politique qui atteint rapidement les « masses » (ces « masses » neutres et politiquement indifférentes dont parle Hannah Arendt) qui assimilent assez rapidement de nouvelles méthodes de propagande politique. Il est plus facile de faire passer un message de « mort ou conflit mortel » et la crainte d'une menace brutale, qu'un message de « conviction » ou « engagement humanitaire ». Le discours guerrier est préoccupant car selon les circonstances locales et la résilience des structures démocratiques, il peut ouvrir le chemin à la manifestation de tendances ou réflexes autoritaires (ou totalitaires, là où un appui de masses le permettrait) de la part des pouvoirs dominants.

Ce vocabulaire peut favoriser la résurgence ou le renfort de mouvements qui suivent ces modèles totalitaires et exploitent la peur ou la terreur comme arguments justifiant les limitations des libertés individuelles et l'affaiblissement des institutions démocratiques. Non moins préoccupant est le fait que ledit vocabulaire puisse servir à la grande finance et aux grandes entreprises multinationales comme instrument servant à faire accepter au monde du travail des sacrifices supplémentaires qui aggravent les inégalités sociales sans mettre en cause la tendance à l'accroissement de profits qui est, d'ailleurs, antérieure à la crise pandémique.

### *Quel est votre point de vue sur les différentes méthodes « intelligentes » de traçage ou surveillance des citoyens comme moyens de limiter la propagation de la COVID19 ?*

Il y a, dans le cadre de la pandémie, des mécanismes en cours de développement, orientés vers la supervision des populations, qui ne mettent pas en cause les libertés individuelles et qui n'utilisent ni n'enregistrent de données personnelles. Ils s'avèrent de grande utilité dans le contrôle des mouvements des personnes (tout en maintenant l'anonymat et l'absence de registres sur des bases de données).

Il nous semble, toutefois, que si ces procédures comportent des risques, elles seront, après tout, bien moindres que ceux posés par l'usage des réseaux sociaux, la messagerie électronique, les achats en ligne ou Facebook. Il nous semble que, dans la généralité de ces différents cas, on souffre en Europe et dans le monde d'un important vide de législation qui doit réglementer ces applications.

En somme, les applications destinées à « suivre » le virus sont utiles en tant que mesure qui permet de contrôler sa dissémination. Il faut avoir l'assurance que l'information récoltée ne sera pas utilisée de façon abusive par les gouvernements ou par les instances qui gèrent l'information.

### *En tant que travailleurs scientifiques engagés, quel regard portez-vous sur la crise COVID19 du point de vue du Portugal et des relations internationales en général ?*

Dans l'essentiel, le Portugal a bien réagi à la crise et a pu minimiser les effets de la pandémie. D'autres

pays ont, selon nous, réagi trop tard et créé des situations de crise sociale plus graves. Chez nous, on doit souligner le rôle de la communication sociale qui a su diffuser quotidiennement une information assez complète et claire concernant les mesures de contention préconisées par les autorités sanitaires et a souvent réussi à obtenir le concours de spécialistes qualifiés, médecins et autres travailleurs scientifiques.

### *Nous aimerions connaître vos réflexions et propositions pour « le jour d'après ».*

Dans une large mesure, la situation post-Covid-19 reste une inconnue. Dès lors, on ne sait pas si (ou quand) un vaccin verra le jour. Là aussi il faudra que les organisations internationales et en particulier l'Union Européenne agissent dans le sens de garantir qu'un vaccin soit d'accès universel non soumis aux règles du marché, ni propriété d'une quelconque multinationale de l'univers *Big Pharma*. Il doit être un bien commun de l'humanité.

On assiste à des signes d'aggravation de tensions entre puissances qui ont ou manifestent des intérêts propres. Cet état de choses peut rendre les relations internationales entre certains pays plus compliquées avec des conséquences dont l'ampleur et la nature sont difficiles à estimer.

La question la plus difficile et, en même temps, douloureuse, est celle de comment surmonter la crise sociale et économique dévastatrice qui atteint déjà notre pays et le monde dans son ensemble. Il y en a qui parlent de la nécessité d'un nouveau « contrat social » comme le seul instrument capable de réduire les inégalités du monde actuel, qui ne sont pas d'aujourd'hui mais que la crise pandémique a aggravées en agissant comme un révélateur au sens photographique de maux que l'humanité et la planète subissent depuis de longues années.

La pandémie a aussi révélé deux questions importantes : le rôle de la science et des travailleurs scientifiques dans des situations critiques, et aussi le manque de ressources, humaines, matérielles et financières, dont souffre le système public de science et technologie. Ces deux aspects doivent constituer une motivation puissante au développement des actions revendicatives des travailleurs scientifiques. Nous devons en même temps chercher à gagner l'appui de nos concitoyens à ces causes qui sont entièrement justes et utiles à la société dans son ensemble.



## Royaume-Uni

### Université de Birmingham (UoB) : une rentrée rétrécie pour cause de COVID19

Les étudiants de l'université sont en colère et appellent à signer leur pétition. Le groupe de solidarité entre étudiants et personnels la diffuse sur son fil Twitter. C'est urgent, car le plan de l'université doit être examiné le 10 juin par son Sénat pour approbation et mise en place à partir de maintenant.

Que prévoit l'université ?

« Des diplômes en ligne », car « nous sommes obligés de réduire le nombre d'étudiants et de personnels » pour des raisons sanitaires. Mais pas de réduction des frais de scolarité demandés aux étudiants, qui s'insurgent car ils n'ont pas « signé pour des diplômes en ligne » : l'UoB prend au dépourvu.

« Moins de modules de cours », on parle de réduire l'offre de 39 à 12, donc moins d'options et une éducation à bas coût, loin de la formation par et pour la recherche que demandent les étudiants. Par ailleurs, si une telle réduction est prévue, comment sera dépensé l'argent restant ?

« Moins de postes » car les embauches seront gelées. Le syndicat UCU (*University College Union*), notre partenaire à l'IE, au CSEE et au HERSC, dit que des centaines de personnels en CDD risquent de perdre leur emploi, ce qui dévalorisera encore plus l'éducation dispensée par une université qui se veut « un leader mondial » (sic). Les premiers affectés, étudiants comme personnels, seront les plus vulnérables, par exemple en situation de handicap physique ou mental, ou provenant de milieux populaires.

L'UoB se plaint de perdre de l'argent, mais les pétitionnaires soulignent que l'année dernière elle avait 126 millions de £ dans ses caisses et 225 millions de £ investis en actions, plus 78 millions de £ investis cette année. Cela lui fait un matelas confortable pour ne pas s'écraser à cause de la crise.

Les pétitionnaires se plaignent des mesures prises unilatéralement. Mais se font des illusions : quelle université demanderait l'avis de ses étudiants et personnels pour rendre leur vie plus difficile ?

Pour les soutenir :

[https://www.change.org/p/k-armour-bham-ac-uk-don-t-cut-our-courses-at-the-university-of-birmingham-5cd01f86-c051-4279-b561-d85e3853cd2f?recruiter=389206140&utm\\_source=share\\_petition&utm\\_medium=copylink&utm\\_campaign=share\\_petition](https://www.change.org/p/k-armour-bham-ac-uk-don-t-cut-our-courses-at-the-university-of-birmingham-5cd01f86-c051-4279-b561-d85e3853cd2f?recruiter=389206140&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink&utm_campaign=share_petition)

